

Le dialogue progresses dans le supérieur

■ Superstructure coordonnant l'enseignement supérieur, l'Ares se félicite de son bilan.

Gagner en légitimité aura été sans doute difficile, mais après deux ans d'existence, l'Ares, l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, s'est désormais fait un nom, et un nom qu'il faudra retenir.

Superstructure qui chapeaute désormais l'enseignement supérieur francophone, l'Ares vient de rendre ce mardi son premier rapport d'activité.

Plus de cohérence

A l'encontre de cet espace de concertation et de coordination, les doutes auront été nombreux. *"Chronophage"*, *"énergivore"*, l'Ares a dû essuyer de nombreuses critiques. Si son organisation pourra être revue, l'Académie se félicite cependant des initiatives réalisées.

"Nous avons créé une culture de l'échange entre les acteurs de l'enseignement supérieur", se félicite Philippe Maystadt, le président du conseil d'administration. *"Nous travaillons sans cesse avec les acteurs de terrain, et c'est clair que si les discussions sont parfois longues, les consensus auxquels elles aboutissent sont au moins solides et constructifs"*, renchérit Julien Nicaise,

administrateur de l'organisme.

Si l'Ares se réjouit des avancées actées dans différents dossiers (formation des futurs enseignants – qui devrait passer à cinq ans, réforme du système des passerelles, formation des infirmiers et kinésithérapeutes), ce sont les avancées en matière d'octroi des habilitations dont se félicite principalement Philippe Maystadt. *"Désormais, les habilitations qui permettent à certains établissements d'ouvrir et d'organiser un cursus se font de manière bien plus transparente, équitable et coordonnée. C'est un vrai progrès qui permet de mieux réguler l'offre de formation dans un contexte économique difficile pour l'enseignement supérieur"* (qui attend toujours d'importants refinancements).

C'est donc sur la base d'avis à destination du gouvernement que l'Ares remplit sa mission. Entre janvier 2014 et juin 2015, elle en aura ainsi rendu une trentaine, suivis ou non par le gouvernement.

Au-delà de ces résultats, c'est cependant la logique politique qui inquiète les acteurs et principalement les universités. Soucieuses de maintenir leurs valeurs propres, ces dernières continuent de redouter une diminution de leur autonomie dans le cadre d'une telle politique de coordination.

BdO